



Là où il y a des rails, il doit y avoir des trains !

Le 13 décembre dernier, une convention de gestion de la ligne SNCF Capdenac/Cahors a été signée par le syndicat mixte des voies vertes du Lot et SNCF Réseau avec la bénédiction du Conseil Départemental du Lot. Celle-ci occasionne le déferrement d'une partie de la ligne pour y substituer une piste pédestre et cyclable dont le coût est estimé à environ 30 millions €.

A l'heure de la diminution des subventions accordées aux collectivités territoriales, il est pour le moins regrettable d'engager une telle dépense non prioritaire.

Plus grave encore, alors que la planète brûle, que le réchauffement climatique menace les écosystèmes, que les dérèglements climatiques s'accroissent, que les émissions de gaz à effet de serre augmentent, que le transport routier en émet plus de 40% dans le Lot, peut-on décemment se priver d'une infrastructure ferroviaire essentielle à la transition écologique et ainsi hypothéquer l'avenir des générations futures ?

Développer le transport ferroviaire, c'est développer la possibilité de transport en commun dans le LOT, nécessaire pour des personnes âgées qui ne peuvent plus se déplacer en voiture ou en vélo.

Le Comité de Vigilance Ferroviaire (CVF) plaide pour la réouverture de cette ligne permettant de désenclaver le territoire, d'assurer son développement économique et touristique, de répondre aux besoins de transport (voyageurs et marchandises), d'opérer un report modal vertueux de la route vers le fer, de sécuriser les transports scolaires, de relier les préfectures et les sous-préfectures (Rodez/Cahors/Figeac/Villefranche de Rouergue/Aurillac), de donner un accès direct nord/sud à la ligne électrifiée POLT (Paris/Orléans/Limoges/Toulouse) et de favoriser la création d'emplois stables.

D'après l'étude d'un cabinet indépendant, le coût de remise à niveau voire de modernisation de cette ligne oscille, selon les différents scénarios, entre 30 et 90 millions €. Il doit trouver sa place dans le plan gouvernemental de relance du ferroviaire de 100 milliards €.

L'urgence consiste donc à préserver la ligne dans son intégralité pour permettre la relance du ferroviaire.

C'est la bataille que veut engager le CVF en mobilisant les citoyens, les élus de proximité, les usagers des transports.

Plusieurs débats publics seront organisés en ce sens sur tout le territoire concerné.

Un premier rendez-vous est programmé le 30 juin 2023 salle de la Halle, mairie de Lalbenque à 18h en présence

- ✓ Marie PIQUE, Vice-Présidente de la Région Occitanie
- ✓ Jean-Christophe VIALARET, Secrétaire départemental du PCF du LOT
- ✓ Gilles MARINET secrétaire de la section PCF de CAPDENAC
- ✓ Gilles TILLET secrétaire du syndicat CGT des cheminots de CAPDENAC
- ✓ Jérôme MONAMY, conseiller régional